

Un député d'opposition accusé de planifier l'assassinat du président au Burundi

@rib News, 19/10/2018 Source AFP Le ministre burundais de la Sécurité publique a accusé le président du parlementaire d'opposition Amizero y'Abarundi, Pierre-Célestin Ndikumana (photo), d'avoir planifié l'"élimination" du président Pierre Nkurunziza ainsi que celle d'autres hautes personnalités burundaises.

Dans une allocution à la télévision publique burundaise, le porte-parole du ministre de la Sécurité publique, Pierre Nkurikiye, a évoqué un complot visant selon lui à éliminer le président, mais aussi son vice-président Gaston Sindimwo, le deuxième vice-président Joseph Butore et le président de l'Assemblée nationale Pascal Nyabenda. Trois membres présumés d'un commando devant abattre M. Nkurunziza ont été arrêtés et ont présenté à la télévision dont un homme ayant travaillé comme domestique chez le député Ndikumana pendant quelques mois en 2015. "Les détails de (ce complot, ndr) se trouvent sur cette feuille de papier écrite par le criminel que vous venez de voir alors qu'il se trouvait dans la voiture de l'honorable Pierre-Célestin Ndikumana et sous sa dictée", a assuré le porte-parole Nkurikiye. Selon ce dernier, l'ancien domestique de M. Ndikumana a avoué avoir été recruté par M. Ndikumana dans le but de perpétrer les assassinats en question, et a également avoué avoir tenté d'assassiner début octobre un couple de députés du parti au pouvoir, Hilaire Ntahonvukiye et Justine Niyongabo, toujours sur l'instigation de M. Ndikumana. Le député Pierre-Célestin Ndikumana a réagi à ces accusations auprès de l'AFP en évoquant "un montage grossier qui (l)'intimide et (le) fait taire". "Ce qui est triste, c'est de voir que la police nationale y est associée", a regretté celui qui dénonce régulièrement ces dernières années les "exactions" du pouvoir. "C'est une insulte à mon intelligence que de dire que je voulais faire un coup d'Etat et décapiter les institutions avec trois domestiques de maison", a-t-il ajouté. Des sources à l'Assemblée nationale assurent qu'une procédure de levée d'immunité parlementaire contre M. Ndikumana "va être lancée incessamment". Selon Pierre Nkurikiye, "l'enquête va se poursuivre pour identifier toutes les personnes" qui sont derrière le complot allégué. Le Burundi est en crise depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat controversé. Sa réélection en juillet de la même année a déclenché une crise qui a fait au moins 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes. Ces violences ont poussé la Cour pénale internationale (CPI) à ouvrir une enquête. La coalition des indépendants Amizero y'Abarundi, dirigée par l'ex-rebelle hutu Agathon Rwaswa, est considérée comme le principal rival du Cndd-FDD du président Pierre Nkurunziza. Des ONG locales et internationales, ainsi que les Nations unies, ont déjà dénoncé à plusieurs reprises la terrible répression qui frappe ses partisans depuis 2010.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});